

# Modernisation du système d'information vidéo interne du Sénat

**PALAIS DU LUXEMBOURG ET DÉPENDANCES**

**CCAP**

Cahier des clauses administratives  
particulières

**Février 2026**



<b>ARTICLE 1. - Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1. Objet du marché .....	4
1.2. Type et forme de marché .....	4
<b>ARTICLE 2. - Durée du marché .....</b>	<b>5</b>
2.1. Date d'entrée en vigueur et reconduction.....	5
2.2. Prestations similaires.....	5
2.3. Prorogation temporaire du marché.....	5
<b>ARTICLE 3. - Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>5</b>
3.1. Pièces constitutives du marché.....	5
3.2. Connaissance du dossier de consultation .....	6
<b>ARTICLE 4. - Prix du marché .....</b>	<b>6</b>
4.1. Prestations à prix global et forfaitaire.....	6
4.2. Prestations à prix global et forfaitaire annuel.....	7
4.3. Rémunération des prestations faisant l'objet d'un bon de commande.....	7
4.4. Révision des prix .....	7
<b>ARTICLE 5. - Modalités de règlement et avance.....</b>	<b>8</b>
5.1. Modalités de règlement .....	8
5.2. Avance.....	9
<b>ARTICLE 6. - Retards et pénalités .....</b>	<b>10</b>
6.1. Retard pour la mise en place du dispositif.....	10
6.2. Autres pénalités.....	11
6.3. Modalités de paiement des pénalités .....	11
<b>ARTICLE 7. - Droits d'usage et de propriété .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 8. - Validation et réception.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9. - Garantie - retenue de garantie .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10. - Confidentialité, neutralité et discrétion professionnelle.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11. - Utilisation de l'intelligence artificielle .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12. - Lutte contre le travail dissimulé .....</b>	<b>15</b>

<b>ARTICLE 13. -</b>	<b>Sous-traitance.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14. -</b>	<b>Assurances - responsabilité.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15. -</b>	<b>Changement de situation du titulaire.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 16. -</b>	<b>Résiliation – Exécution aux frais et risques du titulaire.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 17. -</b>	<b>Réversibilité .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 18. -</b>	<b>Convention sur la preuve .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 19. -</b>	<b>Litiges.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 20. -</b>	<b>Langue.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 21. -</b>	<b>Dérogations au CCAG-TIC.....</b>	<b>18</b>

## **ARTICLE 1. - Dispositions générales**

### **1.1. Objet du marché**

Ce marché a pour objet de moderniser la composante du système d'information vidéo interne du Sénat qui permet :

- d'incruster des informations dans les images des débats parlementaires filmés en direct par la direction de la Communication du Sénat et d'afficher les flux vidéo ainsi obtenus sur les écrans de l'hémicycle du Sénat (« canal hémicycle fixe » et « canal hémicycle carrousel ») et sur les écrans de télévision de son réseau interne (« canal 100 »). Ce dispositif n'introduit aucun temps de latence perceptible ni vis-à-vis du signal vidéo, ni des informations reçues. Ce dispositif est appelé OVIDES (Outil vidéo d'incrustation des dérouleurs et événements de séance) ;
- en l'absence de captation, d'afficher sur le canal 100 des informations relatives à diverses réunions ayant lieu dans les locaux du Sénat. Ce dispositif est appelé JOURNAL.

Une description complète des prestations attendues figure au CCTP.

### **1.2. Type et forme de marché**

Le présent marché est un marché de services et de matériel informatiques.

Il prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, qui s'exécute en partie à prix forfaitaire et en partie par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum. Pour les bons de commande, cet accord-cadre est assorti, pour toute sa durée d'exécution, reconductions incluses, d'un montant maximum contractuel de 60 000 € HT, conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique.

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Il n'est pas alloti, conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, en raison de la nature des prestations. Leur dévolution en plusieurs lots aurait pour effet d'augmenter leur complexité et leur coût d'exécution.

## **ARTICLE 2. - Durée du marché**

### **2.1.Date d'entrée en vigueur et reconduction**

Le marché s'exécute dès sa notification, qui devrait intervenir, à titre prévisionnel, mi-mai 2026, pour une durée d'un an.

Il peut ensuite faire l'objet de trois reconductions d'une durée de douze mois chacune. Sa durée maximale ne peut excéder quatre ans.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, la reconduction du marché est tacite. Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d'en informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, le titulaire au moins trois mois avant la date de fin de la période concernée. Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction.

### **2.2.Prestations similaires**

Le Sénat se réserve la possibilité de conclure, avec le titulaire du marché, un marché de prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, pour ce qui concerne les prestations de maintenance préventive, corrective et évolutive du dispositif. Si le Sénat recourait à un tel marché, celui-ci interviendrait au plus tard au bout des trois premières années du présent marché pour une durée maximale d'un an renouvelable trois fois, soit une durée complémentaire de quatre ans.

### **2.3.Prorogation temporaire du marché**

Dans le cas où le marché reconduit s'achèverait au terme de sa dernière période de reconduction sans qu'un nouvel attributaire ait été désigné, le titulaire serait alors tenu de continuer l'exécution de son marché dans toutes ses conditions, pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service de la Directrice des Systèmes d'Information du Sénat.

## **ARTICLE 3. - Pièces constitutives du marché**

### **3.1.Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1. du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), les documents régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dont le cadre de réponse financier (CRF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021), sous réserve des dérogations qui sont explicitement prévues dans le présent CCAP ;
- les réponses au cahier des réponses attendues (CRA) ;
- le cas échéant, le mémoire technique présenté par le soumissionnaire à l'appui de son offre.

Seuls les documents conservés par le pouvoir adjudicateur font foi.

### **3.2. Connaissance du dossier de consultation**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du présent CCAP dans son intégralité et, d'une façon générale, de tous les éléments du dossier concernant la totalité du marché.

En outre, le présent CCAP et l'ensemble des pièces du marché prévalent sur les conditions générales de ventes (CGV) du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

## **ARTICLE 4. - Prix du marché**

Le présent marché est rémunéré à prix mixtes, composés de prestations à prix global et forfaitaire, de prestations à prix global et forfaitaire annuel et de prestations à prix unitaires sur bons de commande.

### **4.1. Prestations à prix global et forfaitaire**

Les prestations correspondant à la conception, au développement et à l'intégration d'un dispositif pleinement opérationnel répondant aux besoins décrits aux 3.1 à 3.5 et 3.7 du CCTP sont rémunérées sur la base d'un prix global et forfaitaire. Cela inclut l'ensemble des prestations, interventions, acquisitions, livraisons et installations de matériels ou logiciels réalisées par le titulaire, entre la notification d'attribution du marché et la notification de la décision prise par le Sénat au terme de la phase de vérification de service régulier.

Si la solution du titulaire implique de sa part l'acquisition d'extensions ou de licences éventuelles, il inclut le coût de ces acquisitions dans le prix forfaitaire du présent 4.1. A cette fin, il chiffre ce coût sur l'hypothèse d'une acquisition sur la durée totale du marché.

#### **4.2.Prestations à prix global et forfaitaire annuel**

Ces prestations correspondent à la maintenance préventive et corrective (hors remplacement de matériel). Elles sont décrites au 3.6.1 du CCTP.

#### **4.3.Rémunération des prestations faisant l'objet d'un bon de commande**

Le Sénat peut émettre des bons de commande durant toute la durée d'exécution du marché, dès l'attribution du marché.

Sont concernés par ce mode de tarification :

- les prestations de maintenance évolutive décrites au 3.6.2 du CCTP, incluant la conception de modèles de présentation supplémentaires par rapport à ceux mentionnés au 3.2 du CCTP ;
- le remplacement du matériel défaillant ou obsolète qui n'est plus sous garantie (cf. 3.6.3 du CCTP).

L'exécution ou le commencement d'exécution d'une prestation intervenue sans bon de commande préalable est inopposable au Sénat.

Les prestations à bons de commande prévues au présent marché sont rémunérées sur la base des prix unitaires précisés dans le bordereau de prix unitaires (BPU), inscrit au cadre de réponse financier (CRF) annexé à l'acte d'engagement (AE).

Les bons de commande comportent les indications suivantes :

- l'objet du marché public ;
- le nom du titulaire ;
- l'adresse complète de la facturation ;
- le cas échéant, les références du devis (projet de commande) ;
- le descriptif sommaire des prestations à réaliser ;
- le montant total H.T de la commande, le taux et le montant de la T.V.A., le montant total T.T.C de la commande.

Ils seront transmis par courrier électronique. Le titulaire devra confirmer par courrier électronique la bonne réception de la demande.

#### **4.4.Révision des prix**

Les prix (excepté le prix mentionné au présent 4.1) sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché, à compter de 2027, par application de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times S_1/S_0$$

avec :

$P_1$  = prix révisé ;

$P_0$  = prix d'origine figurant dans l'acte d'engagement ;

$S_1$  = dernière valeur connue de l'indice Syntec publié à la date à laquelle le titulaire demande la mise en œuvre de la clause de révision de prix selon les modalités stipulées ci-dessous ;

$S_0$  = dernière valeur connue de l'indice Syntec publié à la date limite de remise des offres.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui, au plus tard dans un délai de quinze jours avant la date anniversaire de début d'exécution du marché.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

## **ARTICLE 5. - Modalités de règlement et avance**

### **5.1. Modalités de règlement**

Le prix convenu au 5.1 de l'acte d'engagement pour la livraison initiale d'un dispositif pleinement opérationnel est réglé par le Sénat après notification de la vérification de service régulier, après avoir tenu compte d'une éventuelle avance prévue à l'article 7 de l'acte d'engagement et de la retenue de garantie prévue à l'article 8 du présent CCAP.

Les prestations à prix global et forfaitaire de maintenance préventive et corrective sont facturées et payées trimestriellement à terme échu.

Les prestations sur bons de commande sont payées après vérification du service fait. Toutefois :

- pour le remplacement du matériel, tel que prévu au 5.2 de l'acte d'engagement, si le devis dépasse 10.000,00 € (TTC), l'acheteur paye une avance de 20 % du montant TTC total de la valeur de ces matériels ou équipements à l'acceptation du devis ;
- pour la commande d'une prestation de maintenance évolutive impliquant des temps de conception et de développement importants, l'acheteur et le titulaire peuvent convenir du paiement d'une avance au moment de l'émission du bon de commande et représentant 20 % du montant TTC de la commande.

Chaque facture doit comporter les indications suivantes :

- le nom du Sénat



- la date et le numéro de la facture ;
- les nom, forme sociale, n° de SIRET et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- la nature des prestations ;
- le montant en euros HT et TTC du prix de règlement ;
- la date à laquelle le règlement doit intervenir.

Le titulaire est rémunéré après service fait.

Le paiement est effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture, par virement bancaire au compte du titulaire.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat. La transmission d'une facture par tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la facture.

Les modalités d'utilisation du portail sont précisées à l'adresse suivante : <https://www.senat.fr/facturation.html>

En cas de retard sur ce délai de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable sera le taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de huit points. En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue aux articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire chargé du paiement des sommes dues pour l'exécution des prestations du présent marché est :

M. le Trésorier du Sénat  
15 rue de Vaugirard  
75006 Paris

## **5.2. Avance**

Le titulaire peut bénéficier d'une avance dans les conditions définies à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique. À cette fin, l'acte d'engagement précise, conformément à l'article R. 2191-5 du code de la commande publique, s'il accepte ou refuse cette avance, dans l'éventualité où celle-ci serait due.

Son montant est égal à 5 % du montant du prix global et forfaitaire afférent aux prestations initiales puis des prestations annuelles, toutes taxes comprises. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30 % de ce montant.

Le mandatement de l'avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle le délai contractuel d'exécution a commencé à courir. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Conformément aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial du marché.

Une avance peut être versée aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé pour le versement de l'avance. Le montant de cette avance vient alors en déduction de celle éventuellement versée au titulaire.

Le versement de cette avance, dont le montant est limité à 5 % du montant TTC des prestations sous-traitées ainsi que son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur titulaire principal : celui-ci en est comptable.

## **ARTICLE 6. - Retards et pénalités**

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 14 du CCAG-TIC.

Les pénalités prévues au présent article sont, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constat de la Directrice des Systèmes d'Information du Sénat.

Elles sont, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, applicables sans exonération de seuil et dès le premier euro.

Sauf cas de force majeure ou pour une raison imputable au Sénat, les montants des pénalités indiqués ci-après sont applicables au présent marché. Ils ne sont pas assujettis à la TVA.

### **6.1.Retard pour la mise en place du dispositif**

En cas de non-respect par le titulaire des délais mentionné au 4.2.1 du CCTP (pour la mise en ordre de marche du dispositif) et au 4.2.2 du même CCTP (livraison des modèles de présentation), il est appliqué une pénalité de 200 € par jour de retard.

Le montant cumulé des pénalités de retard pour la mise en place du dispositif n'est pas plafonné.

**6.2. Autres pénalités**

	<b>Article du CCTP</b>	<b>Pénalité</b>
Taux de disponibilité trimestriel compris entre 99 et 99,5 %	3.5	5 % du forfait trimestriel HT de maintenance préventive et corrective (hors remplacement de matériel) indiqué à l'article 5.2. de l'acte d'engagement
Taux de disponibilité trimestriel compris entre 98 et 99 %	3.5	10 % du forfait trimestriel HT de maintenance préventive et corrective (hors remplacement de matériel) indiqué à l'article 5.2. de l'acte d'engagement
Taux de disponibilité trimestriel compris entre 95 et 98 %	3.5	15 % du forfait trimestriel HT de maintenance préventive et corrective (hors remplacement de matériel) indiqué à l'article 5.2. de l'acte d'engagement
Taux de disponibilité trimestriel inférieur à 95%	3.5	20 % du forfait trimestriel HT de maintenance préventive et corrective (hors remplacement de matériel) indiqué à l'article 5.2. de l'acte d'engagement
Nombre d'incidents bloquants, quelle que soit leur durée, au-delà de trois incidents par trimestre	3.5	250 € pour le 4 <sup>e</sup> incident 500 € pour le 5 <sup>e</sup> incident 1000 € par incident supplémentaire
Non fourniture du rapport trimestriel sur les incidents d'exploitation	3.6.4	200 €
Défaut de fourniture ou de mise à jour de la documentation technique	3.7	200 €
Non-respect de l'obligation de confidentialité prévue à l'article 9 du présent CCAP		1500 € par infraction

**6.3. Modalités de paiement des pénalités**

Les pénalités sont calculées et appliquées sur une base mensuelle. Elles sont cumulables, dans la limite de 25 % de la somme des montants HT figurant au 5.2 de l'acte d'engagement.

Elles sont déduites des sommes dues par le Sénat au prestataire.

## **ARTICLE 7. - Droits d'usage et de propriété**

Il est fait application du Chapitre 7 « Utilisation des résultats (Articles 43 à 46) » du CCAG-TIC. Cela signifie notamment que :

- Le titulaire cède au Sénat à titre non exclusif les résultats non spécifiques du marché ;
- Le titulaire cède au Sénat à titre exclusif les résultats spécifiques. Cela inclut en particulier les modèles de présentation évoqués à l'article 3.2 du CCTP, ainsi que les développements logiciels spécifiques au dispositif (parmi lesquels l'API permettant les transferts de données depuis le système d'information du Sénat) ;
- Le titulaire déclare au Sénat dans son offre, les connaissances antérieures utilisées et livrées, ainsi que leur régime juridique. Ces connaissances antérieures peuvent être utilisées par le Sénat dans les mêmes conditions que les résultats, c'est-à-dire pour les besoins exprimés dans le marché ou découlant de son objet ;
- Dans son offre, le titulaire informe clairement le Sénat de son intention d'incorporer des connaissances antérieures standard dans le résultat. Il l'informe des conditions d'utilisation des licences auxquelles sont soumises ces connaissances antérieures standard. L'acceptation de l'offre par le Sénat vaut acceptation de cette incorporation et des conditions d'utilisation afférentes ;
- Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché. Il se porte garant auprès du Sénat et s'engage, y compris en l'absence de faute qui lui soit directement imputable, à assumer en lieu et place du Sénat les éventuelles conséquences juridiques et financières de toute action de tiers invoquées au titre desdites connaissances antérieures ;
- Les prix des cessions et des licences liées à l'incorporation dans le marché par le titulaire de connaissances antérieures et de connaissances standard sont compris, de manière ferme et définitive, dans le prix du marché ;
- Le titulaire ne peut de manière générale reproduire ou adapter, en tout ou partie, les connaissances antérieures du Sénat en dehors de l'exécution du marché.

En application de l'article 46 du CCAG-TIC, la cession des droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats pour les finalités et besoins d'utilisation qui font l'objet du présent marché implique que le Sénat a le droit de réaliser ou faire réaliser par tout tiers la maintenance préventive, corrective, et évolutive de ces résultats à l'issue du présent marché.

Pour permettre au Sénat d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent marché, le titulaire livre au Sénat, après le prononcé de la vérification de service régulier, l'ensemble

des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'exécution du marché. Cela inclut en particulier, le code source et le code exécutable des développements réalisés, ainsi que la documentation complète sur les résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée au Sénat. Elle est comprise dans le forfait afférent à la mise en place du dispositif.

#### **ARTICLE 8. - Validation et réception**

Le titulaire met son dispositif en ordre de marche dans les délais prévus au 4.2 du CCTP. Cette clause déroge à l'article 29 du CCAG-TIC relative à l'installation et la mise en ordre de marche.

Les vérifications d'aptitude et de service régulier s'effectuent selon les modalités décrites aux 4.2 et 4.3 du CCTP. La vérification d'aptitude globale pourra débuter à une date ultérieure de la notification de mise en ordre de marche en raison de la période estivale. Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, le délai de trente (30) jours pour procéder à la vérification de service régulier est décalé en cas d'interruption des travaux du Sénat en séance publique.

À l'issue des opérations de vérification, le Sénat prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-TIC.

#### **ARTICLE 9. - Garantie - retenue de garantie**

Le point de départ du délai de garantie d'un an est la date de notification de la décision de validation de service régulier.

La garantie applicable porte sur tout vice, défaut de conception, anomalie de fonctionnement ou de sécurité, qu'ils soient visibles ou cachés. Le titulaire s'engage à effectuer le diagnostic, à remplacer, réparer ou modifier tout composant matériel ou logiciel défectueux pour établir un fonctionnement de la solution fournie conforme aux exigences du CCTP.

Une retenue de garantie de 5 % du prix global et forfaitaire TTC relative au 5.1 de l'acte d'engagement est constituée et reversée à l'issue de la période de garantie. Cette retenue de garantie est fixée à 3 % dans l'hypothèse où le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

#### **ARTICLE 10. - Confidentialité, neutralité et discrétion professionnelle**

Les parties s'engagent mutuellement à respecter la plus stricte confidentialité sur tout ce qu'elles pourront apprendre à l'occasion de la réalisation de l'objet du présent marché. Elles

s'engagent également à faire respecter cette obligation par les membres de leur personnel, leurs collaborateurs, filiales, sociétés mères et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à garantir la protection des données et informations traitées, transmises ou stockées, y compris pour assurer la protection et la confidentialité des informations nominatives qu'il détient ou qu'il traite.

Toute publicité sur les prestations réalisées au Sénat par le titulaire est soumise à l'accord exprès du Sénat.

Aucun renseignement concernant le marché ne doit être donné par le titulaire ou son personnel à des personnes étrangères au marché. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise au Sénat.

Les personnels du titulaire et des éventuels sous-traitants sont liés par l'obligation de neutralité politique dans l'exercice de leurs fonctions, de discrétion et de confidentialité professionnelles pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont pu avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Il leur est spécialement interdit :

- de fournir directement ou indirectement à la presse tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels concernant les travaux du Sénat et les faits qui peuvent se passer dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de publier, soit des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions, soit des travaux réalisés à l'aide de ces documents, sans en avoir obtenu l'autorisation du Sénat.

Le Sénat s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du titulaire.

## **ARTICLE 11. - Utilisation de l'intelligence artificielle**

Le Bureau du Sénat a adopté en mai 2025 une Charte d'utilisation de l'intelligence artificielle<sup>1</sup>, qui présente un caractère impératif.

Le titulaire s'engage à respecter les conditions d'usage de l'intelligence artificielle au Sénat.

---

<sup>1</sup> Document disponible sous le lien suivant :

[https://www.senat.fr/fileadmin/Connaitre\\_le\\_Senat/Fiches\\_techniques/Fonction\\_publicque\\_senatoriale/Charte\\_utilisation\\_IA\\_15Mai2025\\_BureauSenat.pdf](https://www.senat.fr/fileadmin/Connaitre_le_Senat/Fiches_techniques/Fonction_publicque_senatoriale/Charte_utilisation_IA_15Mai2025_BureauSenat.pdf)

## **ARTICLE 12. - Lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire se conformera à la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé. Il fournira tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail. En cas de non-satisfaction des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail en matière de lutte contre le travail dissimulé, le marché pourra être résilié, sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur.

## **ARTICLE 13. - Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne responsable du marché et de l'agrément par elle de leurs conditions de paiement.

Le titulaire s'engage à se conformer aux dispositions du code de la commande publique relatives à la sous-traitance et à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

La sous-traitance de la totalité du marché et la non-déclaration du recours à la sous-traitance sont interdites.

Si la demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est présentée dans l'offre même, la notification du marché emporte l'acceptation et l'agrément.

Avant toute intervention, et si la demande d'agrément du sous-traitant n'a pas été présentée lors de la remise de son offre, le titulaire présente au Sénat une demande d'acceptation de ce sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement<sup>2</sup>.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement posséder les qualifications demandées pour la partie du marché qu'il souhaite voir sous-traitée, ou justifier de références équivalentes. À défaut des qualifications demandées, ou de références équivalentes, la demande d'agrément est rejetée.

À l'appui de sa demande, le titulaire communique au Sénat les informations et documents suivants concernant le sous-traitant éventuel :

- nature des prestations sous-traitées ;
- raison sociale, n° de SIRET et adresse du sous-traitant proposé ;
- montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- déclaration sur l'honneur signée indiquant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;

---

<sup>2</sup> Modèle disponible : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- références de prestations similaires ;
- attestations d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- conditions de paiement ;
- modalités de révision des prix ;
- relevé d'identité bancaire (RIB) ;

Il tient également à la disposition du Sénat, sur demande, le contrat de sous-traitance ainsi qu'une copie de tous les avenants qui modifient ce contrat.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant au Sénat d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, etc.), celle-ci est rejetée.

Le titulaire informe le Sénat en cas de défaillance d'un sous-traitant.

En cas de sous-traitance occulte, les prestations de la sous-traitance concernée sont immédiatement arrêtées. L'entrepreneur supporte la totalité des conséquences financières de cet arrêt d'activité ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Concernant les modalités de paiement des sous-traitants, il est fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Pour le paiement des sommes dues aux sous-traitants, l'entrepreneur joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Sénat à chaque sous-traitant concerné, accompagnée de la facture de ce dernier ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

#### **ARTICLE 14. - Assurances - responsabilité**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le titulaire, s'il ne l'a pas déjà fourni à l'appui de sa candidature, devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil. Il fournira une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'opérateur expose quels sont les risques couverts par son assurance responsabilité civile et professionnelle en cas de dommages directs et indirects causés au Sénat. Cette assurance couvrira les sinistres éventuels liés à l'activité de l'opérateur dans les locaux du Sénat.



**ARTICLE 15. - Changement de situation du titulaire**

Le titulaire informe le Sénat, dans les meilleurs délais, de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale, etc.), afin qu'il prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

En cas de modification de sa personnalité juridique et conformément à l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire doit solliciter l'accord préalable du Sénat sur le transfert à la nouvelle entité des droits et obligations découlant du présent marché. Cette nouvelle entité devra présenter les capacités économiques et professionnelles requises pour assurer la bonne exécution du marché, ce dont le titulaire demeurera en toute hypothèse garant solidaire auprès du Sénat pendant la durée du marché restant à courir jusqu'à son terme, reconductions tacites incluses.

Il est rappelé que le titulaire a été déclaré attributaire du marché en raison des qualités professionnelles, techniques et financières qu'il présentait. Si, pour quelque raison que ce soit, il vient à perdre sa qualification ou sa compétence, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 14 du présent CCAP.

Le titulaire informe le Sénat de toute procédure de redressement judiciaire qui pourrait être mise en œuvre à son encontre.

**ARTICLE 16. - Résiliation – Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le marché pourra être résilié dans toutes les hypothèses prévues au chapitre 8 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, il n'est dû, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 47 et au premier alinéa de l'article 51 du CCAG-TIC, aucune indemnité au titulaire.

En application de l'article 54 du CCAG-TIC, le Sénat peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, s'il apparaît que le titulaire ne parvient pas à assurer, de façon satisfaisante, une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. Cette exécution aux frais et risques, assortie le cas échéant d'une résiliation pour faute, est prononcée après mise en demeure du titulaire par le Sénat.

Cette exécution aux frais et risques, assortie le cas échéant d'une résiliation, est possible dès lors que le service a été interrompu pendant dix jours consécutifs.

**ARTICLE 17. - Réversibilité**

À l'expiration du marché ou en cas de résiliation de tout ou partie des services fournis par le titulaire pour quelque motif que ce soit, celui-ci doit prendre les mesures nécessaires pour

éviter toute interruption ou baisse de la qualité des services concernés durant la phase de transition.

Il assure les opérations qui permettront au Sénat d'avoir la maîtrise nécessaire afin de reprendre ou de faire reprendre par un tiers les services qu'il assurait dans les meilleures conditions (format des données, transfert de compétence, documents explicatifs, etc.).

#### **ARTICLE 18. - Convention sur la preuve**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

#### **ARTICLE 19. - Litiges**

Les litiges seront réglés à l'amiable entre les parties. Dans le cas où un accord ne pourrait être trouvé, il est expressément convenu que les parties soumettront leur différend à la compétence du tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy 75004 Paris – 01 44 59 44 00).

#### **ARTICLE 20. - Langue**

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

#### **ARTICLE 21. - Dérogations au CCAG-TIC**

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-TIC :

<b>Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations</b>
4.1 (ordre de priorité)	3.1 (pièces constitutives du marché)
14 (pénalités)	6 (pénalités)
29 (installation et mise en ordre de marche) et 32.4 (vérification de service régulier)	8 (validation et réception)
47 et 51 (résiliation pour motif d'intérêt général)	14 (résiliation)